

La crise de la pédophilie et de la gouvernance de l'Église : leviers pour déstabiliser le pape ? Une interview du Cardinal Marto.

Introduction du journal Observador.

Le cardinal António Marto, évêque de Leiria-Fátima est un des principaux défenseurs du Pape François au sein de l'Église au Portugal. Il estime que la diffusion de la lettre de l'ancien ambassadeur du Vatican aux États-Unis (Mgr Vigano) déclarant que le Pape était au courant depuis cinq ans des accusations d'abus sexuels portées contre un cardinal nord-américain (le cardinal Mc Carrick), fait partie d'"une campagne organisée par les ultra-conservateurs pour blesser mortellement" le leader de l'Église catholique.

Dans l'interview accordée à l'Observador, ce mercredi 5 septembre 2018, le cardinal dit que les crimes de pédophilie des prêtres catholiques, mis à jour ces dernières années – et qui ont encore pris de l'ampleur ces dernières semaines avec la diffusion d'un rapport sur des centaines de cas aux États-Unis et lors de la visite du Pape en Irlande – ont "profondément choqués" les membres de l'Église catholique et fait naître un "sentiment de profonde humiliation" en son sein.

Qualifiant les crimes d' "hécatombe" pour l'Église et de "catastrophe d'ordre spirituel, moral et pastoral", le cardinal Marto convient que demander pardon n'est pas suffisant. Il assure que le Pape François travaille à une réforme de l'Église également dans ce domaine, promulguant des normes plus strictes pour empêcher que de telles affaires soient étouffées et instaurer de nouvelles procédures pour des procès canoniques à l'encontre les évêques et cardinaux ayant étouffés des cas de pédophilie dont ils auraient eu connaissance "pour protéger la réputation de l'institution, oubliant la dignité des personnes blessées, offensées".

Assurant que "tous les évêques du Portugal soutiennent le Pape François et appuient inconditionnellement sa réforme de l'Église", Mgr Marto accuse la partie ultraconservatrice de l'Église catholique d'attaquer continuellement le souverain pontife et d'avoir profité de l'occasion pour lui "porter un coup mortel". Malgré tout le Cardinal de Fátima pense que François va sortir "renforcé" de cette polémique, "quand la situation aura été clarifiée".

Q : Quel est votre regard sur l'Église catholique actuellement ?

Il s'est produit toute une série d'évènements qui nous ont surpris et profondément choqués de par le nombre des abus, surtout aux États-Unis et en Irlande. La divulgation du rapport sur la Pennsylvanie a coïncidé avec le voyage du pape en Irlande, dont la population reste meurtrie par toute une série d'abus, ce qui a suscité un sentiment de grande humiliation ...

Q : Pour l'Église ?

Au sein de l'Église. Et d'indignation aussi. Des sentiments que le Pape a fait siens et a expliqué au nom de l'Église toute entière. Il a eu le courage d'écrire une lettre au peuple de Dieu contenant des paroles très dures affirmant l'engagement de toute l'Église à mettre fin à cette catastrophe. Nous avons le courage de dire que c'est une catastrophe d'ordre spirituel, d'ordre moral et d'ordre pastoral.

Q : Les demandes de pardon, qui se sont multipliées, sont-elles suffisantes ?

C'était nécessaire, c'était la première chose. Maintenant, il ne faut pas oublier que l'Église travaille déjà dans ce domaine. Il faut rappeler que le pape a institué la Commission Pontificale pour la Protection des Mineurs, composée de personnalités de grande valeur, tant en ce qui concerne les religieux que les laïcs indépendants.

Q : La commission a connu une période perturbée, avec la démission de Marie Collins l'année dernière, et a été réactivée cette année.

Oui, le pape vient de l'expliquer lors de son entretien avec les journalistes dans l'avion qui le ramenait à Rome. Il n'a pas remis en cause la compétence de la commission pour juger les affaires. Concrètement, il fallait une commission spécifique pour juger les évêques, vu que des évêques participent au jugement, ce qui compliquait le travail. Les différentes conférences épiscopales ont aussi défini tout un ensemble de normes pour faire face à la situation.

Q : Qu'est-ce qui a été fait au Portugal ?

En 2012. Tout a déjà été publié, tout est accessible sur le site internet de la Conférence.

Q : C'est un ensemble de normes ? Pouvez-vous nous en rappeler le contenu ?

C'est un ensemble de normes que le Saint-Siège a obligé toutes les conférences épiscopales à mettre en place et à appliquer concrètement dans chaque pays. Ce sont des normes de prévention et de protection contre les abus commis sur des enfants et des personnes vulnérables.

Q : Dans le diocèse de Leiria-Fátima, qu'est-ce qui a été mis en place ? Existe-t-il une institution formelle ?

Il n'existe pas d'institution formelle dans chaque diocèse. Les normes à appliquer dans des situations définies existent. Les mesures de prévention et de protection sont la priorité absolue. C'est la première chose. Il faut aussi promouvoir toute une culture de prévention et de protection des enfants, des mineurs.

Q : Comment l'Église peut-elle faire cela ?

Tout le peuple de Dieu doit s'impliquer. C'est exactement ce qui est dit dans la lettre du Pape. Toute la communauté chrétienne doit se sentir impliquée et s'engager dans ce processus de création d'une culture de prévention et de protection. Dans les attitudes, dans les comportements mais à travers des formations spécifiques pour faire face à ces situations.

Q : Ce voyage du pape François en Irlande a été très perturbé parce qu'il a eu lieu en pleine polémique et s'est terminé par la publication de la lettre de l'Archevêque Carlo Maria Viganò, ancien nonce aux États-Unis. Comment interprétez-vous ce document ? Met-t-il en cause ou non le Pape François ?

Le Pape a eu une réponse très intelligente en encourageant les journalistes à être des professionnels et à mener leurs propres investigations. Apparaissent maintenant les démentis concernant beaucoup de choses dites par l'archevêque. Tout d'abord, la lettre avait été préparée depuis longtemps, avec des journalistes. Certains aux États-Unis, d'autres en Italie. Concrètement, le journaliste Marco Tosatti, qui a avoué avoir participé, avoir passé trois heures avec l'archevêque à rédiger le texte, a dit que le voyage du Pape en Irlande avait volontairement été choisi pour que la "bombe" – ce sont ses propres mots- soit le plus retentissante possible. J'ai donc l'impression que c'est une campagne organisée par les ultraconservateurs pour blesser mortellement notre Pape François. Concrètement, moi, en tant que cardinal, je peux affirmer que tous les évêques du Portugal soutiennent le Pape François et appuient inconditionnellement sa réforme de l'Église.

Q : Vous me parlez du timing de la publication de la lettre. Qu'en est-il de son contenu ?

Le contenu ... Au moins deux cardinaux, dont le président de la Conférence Épiscopale et celui de Washington, mais aussi celui de Philadelphie, ont affirmé que la seule fois où l'archevêque a parlé avec eux ce fût pour leur annoncer leur nomination et les féliciter, puis lors de leurs prises de fonction. Qu'il ne leur a jamais parlé de ces cas.

Q : Donc, il aurait été au courant des cas du cardinal McCarrick mais n'en aurait jamais parlé aux évêques américains.

Il n'en a pas parlé aux évêques américains. Le secrétaire du Pape Benoît XVII vient de dire qu'il ne s'était jamais prononcé sur le rapport de l'archevêque, contrairement à ce qui a été annoncé aux États-Unis.

Q : Aucune sanction n'a été prise contre le cardinal ?

Il ne dit pas cela. C'est étrange que l'archevêque fasse référence à des sanctions qui n'ont jamais été rendues publiques. Est paru aux États-Unis une nouvelle selon laquelle le Pape Benoît aurait confirmé le contenu de la lettre de l'archevêque. Maintenant son secrétaire, l'Archevêque Georg Gänswein, dit que c'est une fausse nouvelle et que le Pape Benoît XVI ne s'est pas prononcé sur le sujet.

Q : Malgré tout ce que vous dites, le contenu de la lettre peut être vrai et le pape François pouvait être au courant des faits depuis cinq ans.

Dans sa lettre, il n'est pas dit que le pape François a dit ça. Il dit seulement avoir dit au pape qu'il existe un dossier contre le cardinal, mais il ne dit pas qu'il l'a informé des abus.

Q : Vous êtes convaincu qu'il s'agit d'une campagne ...

Une campagne organisée par cette partie des traditionnalistes ultraconservateurs qui veut mettre le Pape François en échec et qui, pour la première fois de l'histoire, demande la démission d'un pape.

Q : Vous ne croyez pas que le Pape François était au courant des accusations depuis cinq ans ?

Je ne crois pas. Et j'espère qu'un jour le Pape François s'exprimera. Je fais plus confiance au Pape François qu'à l'Archevêque Viganò.

Q : Et vous pensez que le Pape va bientôt s'exprimer sur ce sujet ?

Je ne sais pas.

Q : Au regard du contexte général de tous ces problèmes d'abus sexuels, pensez-vous que l'Église agit suffisamment ? De nouveaux cas, étouffés pendant des années, continuent d'être révélés

Cela arrive dans des contextes très différents. Cela s'est produit aux États-Unis, en Irlande, au Chili. Nous constatons qu'il n'en est pas de même dans nos pays, Portugal, Espagne, Italie et autres. Les révélations concernant la Pennsylvanie sont relatives à des faits qui se sont essentiellement produits jusqu'en 2002. Après, le phénomène se réduit drastiquement.

Q : Pensez-vous qu'il existe d'autres cas anciens qui vont être révélés ?

Je ne sais pas. Tout cela me surprend. Entre nous, je ne pense pas qu'il y en ait d'autres. Je me rappelle que, en 2012, quand des cas ont surgi aux États-Unis, ce problème a été débattu par l'assemblée des évêques ici au Portugal. A l'époque, il a été demandé, et je l'ai dit en conférence de presse, parce que j'étais vice-président, si de tels cas existaient dans les diocèses portugais. Tous les évêques ont déclaré ne pas en avoir connaissance. C'est seulement après que nous avons eu connaissance des trois cas qui ont été rendus publics. Il faut garder une certaine rationalité pour ne pas confondre le particulier et l'ensemble. Des centaines ou des milliers de prêtres et évêques ont pu avoir ces comportements indignes et criminels, mais il existe des milliers de prêtres qui aident des millions d'enfants, qui les nourrissent par exemple en Afrique, qui les éduquent voire qui sauvent leurs vies au milieu de guerres fratricides. Cela aussi doit être pris en compte.

Q : Mais la vérité c'est que ce problème existe.

Le problème existe, c'est une sorte d'hécatombe. Mais nous ne devons pas penser qu'il n'existe que cela.

Q : Vous avez été un des principaux défenseurs de la réforme de l'Église que le Pape François met en œuvre. Ne pensez-vous pas qu'il faut aussi une réforme dans ce domaine ? Mettre en œuvre des mesures concrètes, et ne pas seulement demander pardon ?

Mais c'est prévu. La première chose est d'être aux côtés des victimes, se montrer solidaire, aider à la guérison des blessures et à la réparation des dommages causés, du point de vue psychique et même du point de vue économique,... Cela fait partie de la réparation. Toute personne ayant connaissance de tels cas doit parler. Ne pas se montrer complice.

Q : A qui doit-on en parler ?

Aux autorités ecclésiastiques responsables des procès canoniques et aux autorités civiles car elles disposent de plus de moyens d'investigation pour rechercher la vérité.

Q : Une chose est certaine : beaucoup de ces cas ne sont connus qu'aujourd'hui car pendant des années et des années, les autorités ecclésiales les ont étouffés.

Oui, bien sûr. Ce fût une complicité silencieuse pour sauver la réputation de l'institution, oubliant la dignité des personnes blessées, offensées.

Q : Imaginons que vous ayez connaissance d'un tel cas dans votre diocèse. Que feriez-vous ?

Tout d'abord, comme prévu dans les normes de 2012, il faut organiser un procès canonique.

Q : Qu'est-ce que cela signifie ?

Instituer un tribunal ecclésiastique pour vérifier, pour mener les premières investigations. Deuxièmement, conseiller aux personnes de porter plainte auprès des autorités civiles.

Q : Le diocèse ne porterait pas plainte ? C'est à la victime de le faire ?

En principe, c'est à la victime de le faire. Mais dans certains pays, c'est le diocèse qui doit porter plainte.

Q : Mais le diocèse conseille à la victime de le faire ?

Oui, absolument. C'est obligatoire.

Q : Il a récemment été rendu public que les prêtres portugais qui ont été condamnés sont toujours prêtres. Comment l'Église sanctionne-t-elle les prêtres condamnés par la justice ?

En principe, l'Église prend des mesures après avoir pris connaissance du jugement rendu par les tribunaux. Après le jugement définitif, le cas est envoyé à Rome pour un procès canonique et là est prise la décision définitive. Il peut être suspendu ... cela dépend de la gravité des faits. Il peut être suspendu ou être renvoyé de l'état clérical. C'est le cas d'un des prêtres portugais.

Q : Quelles doivent être les prochaines mesures que l'Église et le pape François doivent prendre pour régler ce problème ? Promulguer des normes plus strictes pour empêcher que les évêques ne cachent ces affaires aux autorités civiles ?

Oui des normes plus strictes les obligeant à rendre publics de tels actes. Mais il me semble que cela est prévu. Il peut y avoir des manques sur ce point, je n'ai pas toute la législation de Rome en tête. Le jugement canonique des évêques ou cardinaux qui se monteraient négligeant dans ce domaine, qui cacheraient des cas, qui ne les porteraient pas à la connaissance des autorités civiles est prévu.

Q : Tout à l'heure, vous avez parlé de la partie plus traditionaliste de l'Église ...

Ultraconservatrice ... Il existe divers traditionalismes. Certains sont traditionalistes, mais restent fidèles au pape. D'autres non.

Q : Est-ce l'image de réformateur qu'avait jusqu'à présent le pape François, qui a été attaquée à cause de ces comportements de l'Église, va ressortir écornée de cette polémique ?

C'est une lutte menée par une minorité au sein de l'Église. Mais une minorité aguerrie et active, surtout sur les réseaux sociaux.

Ils (les ultraconservateurs) n'acceptent pas les réformes menées par le pape François ... Ils ont mené une première tentative via ces cardinaux qui ont semé le doute, tout en restant dans le respect des institutions, et maintenant ils cherchent à le blesser mortellement.

Q : Le cardinal Raymond Burke, par exemple ?

Oui ... mais ce n'est pas seulement lui. Il est à la tête de cette faction, mais c'est la médiatisation qui amplifie les choses, surtout sur les réseaux sociaux. Puis, il existe une aile conservatrice très puissante, même économiquement, aux États-Unis. Je pense que l'Église, dans sa majorité, comprend le pape et sait que c'est un homme droit, un homme transparent, humain avec tous, dont la voix est aujourd'hui essentielle pour l'Église, pour la société, pour le monde.

Q : Je vous demandais si son image allait être ternie par cette polémique.

Ma réponse, même si ce n'était pas une réponse directe, était précisément pour dire cela. L'image du Pape François en sortira renforcée dès que les faits auront été établis. Je crois au Pape François, comme homme de vérité, de transparence, qui sait que sa mission est de réformer l'Église pour la rendre plus évangélique, plus fidèle à l'Évangile. Ce qui ne se fait pas si facilement.

Q : Quelles sont les motivations de cette ligne plus conservatrice ?

Bon, ils n'acceptent pas les réformes menées par le Pape François D'abord ils ont essayé via ces cardinaux qui ont semé le doute, mais dans un certain respect institutionnel et maintenant ils profitent de l'occasion pour essayer de porter un coup mortel.

Joao Francisco Gomes

Traduction du portugais : Maria Mesquita Castro.